

Beni : regroupés pour vendre, les paysans gagnent bien leur vie

(décembre 2012)

Depuis qu'ils se sont regroupés, les paysans vendent désormais mieux leur récolte à Beni et arrivent même à imposer les prix sur le marché. Ils tirent un meilleur bénéfice de leurs champs et améliorent leur vie.

Sur la route qui relie Beni à Butembo, des voyageurs s'arrêtent tous les 3 km pour acheter divers fruits et produits de champs. Les productions, désormais à prix unique, sont exposées sous des hangars construits par les associations de paysans. *"On ne se bouscule plus comme auparavant. Les clients font le choix eux-mêmes et s'en procurent sans accrochage"*, explique Patrick Mumbere, superviseur d'un de ses marchés de fortune.

L'essentiel des ananas, maracujas, tomates...consommés dans les zones de Beni, Butembo, Kasindi, Oicha et Bunia proviennent des localités situées sur cette route en terre battue longue de 54 km. Mais, malgré ce quasi-monopole, les habitants vendaient à vil prix leurs marchandises et n'en tiraient guère gros profit.

Mais depuis que des paysans ont commencé à se regrouper en associations ces deux dernières années, ils sont mieux organisés, parviennent à uniformiser les prix sur le marché et gagnent plus. Il en est ainsi par exemple de l'Association coopérative pour la production et la vente des produits pastoraux et vivriers (Accopav) qui est parvenue à fixer le prix des ananas dans toute la contrée. Le prix du paquet d'ananas qui se vendait à 500 Fc (0,6 \$) a doublé, un panier de maracujas s'écoule, lui, à 500 Fc au lieu de 200 Fc auparavant.

L'union fait la force

En l'absence du service de l'économie censé fixer et uniformiser le prix des biens sur le marché, les cultivateurs se contentent de leur organisation. Pour l'Accopav, les paysans ne doivent pas travailler à perte car ils consentent beaucoup d'efforts pour que leurs produits atteignent la maturité. *"Depuis que notre association fixe le prix, je suis motivé de faire encore des grands champs car les ananas poussent en abondance dans notre cité. Nos terres sont bénies car on peut en cultiver chaque année sur ces sols"*, se réjouit Patrick Kabuya, secrétaire permanent de l'association. *"Actuellement, je vends sans me déplacer ni me fatiguer car j'amène mes ananas, maracujas et tomates tout près de ma maison. Les passagers les achètent ici au même tarif qu'ailleurs"*, se réjouit Elisabeth Kahambu, une paysanne.

Avant la construction des hangars par les associations de paysans, ces derniers parcouraient des dizaines de kilomètres à la recherche des clients, et bradaient souvent leurs prix. Actuellement, les acheteurs viennent de grandes agglomérations acheter en gros à des endroits précis. *"Grâce à la vente uniformisée, je viens de terminer ma maisonnette en dur. Maintenant, la lutte se focalise sur le préparatif de mon mariage civil et religieux"*, planifie Cyprien Katembo, propriétaire d'un vaste champ.

Bénéfices partagés

Pour soutenir ces efforts de développement, le Syndicat de défense des intérêts des paysans (Sydip) facilite, lui, l'entreposage et la vente des produits dans les centres commerciaux (Beni, Butembo, Kasindi, Bunia). L'organisation contacte aussi les hôtels et restaurants qui recherchent ces produits de champs. *"Nous facilitons seulement la vente à nos membres. Au lieu que leurs produits pourrissent dans les champs, nous leur demandons de les mettre à notre disposition. Ce qui a permis à certains paysans à mieux s'organiser dans la vie"*, témoigne, Hélène Mbokani, agent commis au dépôt du marché de Beni.

Vendant mieux leur production, les paysans commencent à changer leurs conditions de vie. De belles maisons poussent ainsi de plus en plus sur les collines, les villageois construisent même des maisons en dur au grand étonnement des passants qui voient disparaître les bicoques de chaume. *"Notre village a actuellement une dizaine de maisons bien bâties. Pourtant, il y a quelques années, seule la paroisse catholique faisait l'honneur de la cité"*, constate Innocent Kahumbu, un villageois. Des agriculteurs commencent aussi à acheter des postes téléviseurs, des motos grâce au bénéfice de leurs champs. Pour eux, cultiver devient une profession payante.

Les parents contribuent par ailleurs à la construction des écoles pour leurs enfants. *"Je paie chaque mois le minerval [frais de scolarité] pour mon fils. Grâce à la vente de ma production en septembre dernier, j'ai pu économiser pour ces frais académiques au cas où il parvenait à décrocher son diplôme d'Etat"*, préconise Alphonse Kabaya.

Jacques Kikuni Kokonyange